Les crédits

que survient à un moment très critique dans le processus actuel de négociations constitutionnelles; c'est vraiment un moment critique pour le pays, et dans l'histoire du pays.

En tant que Canadiens, nous en sommes à un moment de notre histoire relativement brève où nous examinons encore une fois notre situation de façon honnête et sincère, où nous considérons nos succès et nos échecs, ainsi que nos forces et nos faiblesses. Nous envisageons l'avenir et nous nous demandons vers où nous voulons que notre pays se dirige, ce qu'il peut offrir aux Canadiens et ce que les Canadiens peuvent offrir au monde.

Je présente cette motion aujourd'hui parce que je crois au Canada et parce que je désire par-dessus tout pour ce pays qu'il sorte uni, fort et généreux de cette période de remise en question. Pour y arriver, il faudra que le gouvernement et d'autres organismes changent considérablement leur façon d'aborder les questions d'unité nationale et de réforme constitutionnelle.

Voilà l'objet de cette motion.

D'abord, pour ce qui est de la question d'unité nationale: il importe de nous rendre compte qu'il faut beaucoup plus que des modifications constitutionnelles pour assurer l'avenir de notre pays et garantir que le Canada que nous voulons pour nos enfants sera plus attentif, plus généreux et plus coopératif. Il faut plus qu'une modification de la Constitution pour garantir que nous construisons un Canada où tous les citoyens se sentent chez eux et que le monde entier respecte et admire.

Il faudra prendre d'importantes mesures économiques, parce que de telles mesures ne servent pas seulement à faire du Canada un pays plus avantageux pour les multinationales avides de bénéfices, mais surtout à faire du Canada un meilleur endroit et un meilleur pays pour les familles qui composent cette nation.

Il faudra s'engager fermement à créer des programmes sociaux et à renforcer ceux qui sont déjà en place au pays, par exemple l'assurance-maladie, les pensions de vieillesse et la sécurité sociale. Il faudra prendre un engagement à l'égard des institutions nationales, ces institutions qui nous rapprochent, telles Radio-Canada, VIA Rail et la GRC.

Il faudra du courage pour établir un programme environnemental qui protège réellement notre environnement et non pas simplement les entreprises polluées.

Il faudra apporter des changements constitutionnels, mais non ceux qui visent uniquement à satisfaire les besoins de l'État et ceux des entreprises. Pour les Canadiens, le débat sur l'unité nationale ne consiste pas à déterminer quel niveau de gouvernement devrait avoir le plus de pouvoirs. Il ne vise pas à déterminer qui a le

déficit le plus important, ni à quel endroit et de quelle façon les sociétés peuvent le mieux mener leurs activités et réaliser des bénéfices.

Le Canada ne se résume pas à un produit intérieur brut, à un déficit ni à une zone commerciale. Le Canada est un pays qui a un cœur et une âme, et la nouvelle constitution qu'il se donnera doit être élaborée à l'intention de tous les Canadiens, de toute la population canadienne.

[Français]

C'est parce que la Constitution doit appartenir aux Canadiens et aux Canadiennes que le renouvellement du fédéralisme doit être ouvert et démocratique. Les changements constitutionnels doivent se faire de façon à ce que ceux et celles qui sont concernés les perçoivent comme légitimes. Les échecs que nous venons de subir doivent au moins nous avoir appris cela. Le mécontentement par le passé est né des processus qui ont entouré les accords constitutionnels de 1981, de 1987 et de 1990.

Quels que soient leurs mérites respectifs, chacun de ces accords a été perçu comme un abus de confiance par ceux qui étaient exclus. Ce mécontentement a donné naissance à la méfiance qui prévaut aujourd'hui. La faute n'incombe pas au pays lui-même ou aux Canadiens et aux Canadiennes. La faute, c'est celle des leaders et des gouvernements. Les gouvernements qui se sont succédé ont attendu pour investir la population canadienne de pouvoirs et ont aussi attendu pour leur donner des moyens d'améliorer leur vie. Ils ont miné la confiance que les gens ont en eux et en leur pays.

Pendant des décennies, les gouvernements d'Ottawa ont convaincu beaucoup de gens que le gouvernement fédéral est incapable ou pas disposé à répondre aux besoins des gens. Ils ont aussi été convaincus qu'Ottawa est incapable de respecter la diversité, de contribuer à l'équité, de donner du pouvoir à la population ou tout simplement d'unir le pays.

[Traduction]

Le gouvernement a dit aux Canadiens que le principal obstacle à la justice, à l'égalité et à la prospérité, c'est le gouvernement fédéral lui-même. La déréglementation, la privatisation et l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis en témoignent. Le gouvernement a détruit des institutions nationales comme Radio-Canada et VIA Rail. Il s'apprête à faire de même avec l'assurance-maladie et a presque relégué aux oubliettes le développement régional comme outil clé pour promouvoir l'unité. Il faut que cela change.

On nous dit maintenant que le premier ministre du Canada, ses homologues conservateurs, libéraux et crédites des provinces ainsi que les grandes sociétés ont formé une alliance constitutionnelle; ils nous parlent